



LIEU
Santiago, Chili

DATE
6-7 décembre 2018

PARTICIPANTS
Plus de 60 parlementaires,
fonctionnaires parlementaires et
représentantes et représentants de
la société civile provenant de 11 pays
d'Amérique latine



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

Réunion de co-création : Guide pour l'élaboration de plans d'action pour un parlement ouvert

[#ParlAmericasOPN](#)

En collaboration avec le Congrès du Chili, ParlAmericas a organisé la **Réunion de co-création : Guide pour l'élaboration de plans d'action pour un parlement ouvert**, laquelle a réuni les trois principaux acteurs impliqués dans ce processus, à savoir des parlementaires, des fonctionnaires parlementaires et des représentantes et représentants de la société civile, dans le but d'élaborer un guide étape par étape, clair et pratique, pouvant être adapté à n'importe quel contexte national et appuyer le processus de Plans d'action pour un parlement ouvert. Un document de travail a été élaboré par ParlAmericas, en collaboration avec le Réseau numérique pour un parlement ouvert, et a été distribué aux participants pour orienter les discussions de cette réunion.

Discours de bienvenue

Cette rencontre a débuté avec le discours de bienvenue de **Maya Fernández** (Chili), présidente de la Chambre des députés et membre du Conseil de ParlAmericas; de **Carlos Montes** (Chili), président du Sénat; de **Paulina Núñez** (Chili), députée et présidente du Groupe bicaméral sur la transparence; de la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas; et de **Marcela Ríos**, représentante résidente adjointe du PNUD Chili.

« Nous voyons alors qu'il nous est tout à fait utile de disposer d'un guide pour créer des plans efficaces, au processus indubitable, nous montrant le chemin et, surtout, légitimé par une participation large. C'est pourquoi nous parlons de co-creation. »



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

« La génération parlementaire actuelle rencontre une difficulté de taille : la méfiance de la population envers les institutions de l'État. Des politiques de transparence et de participation citoyenne sont actuellement en cours d'approbation pour récupérer cette confiance et mieux informer le travail législatif. »

« L'Agenda 2030 indique que, pour avancer dans les questions de développement durable, il faut avoir des institutions solides, transparentes et inclusives, et renforcer la responsabilité pour lutter contre la corruption, principal obstacle du développement. »

« Les réformes pour des parlements plus ouverts contribuent au système démocratique en permettant d'ouvrir des espaces pour que la population et les organisations de la société civile ne participent pas seulement au travail parlementaire, mais soient également nos partenaires dans la construction de sociétés améliorées où nous participons toutes et tous aux décisions ayant un impact sur notre vie. »



Sénateur **Carlos Montes** (Chili), président du Sénat



Marcela Ríos, représentante résidente adjointe, Programme des Nations Unies pour le développement au Chili



Députée **Maya Fernandez** (Chili), présidente de la Chambre des députés et membre du Conseil de ParlAmericas

« Nous faisons toutes et tous des efforts pour mener à bien nos plans d'action pour un parlement ouvert, mais il est fondamental d'avoir des directives avec des règles claires sur ces processus. »



Députée **Paulina Núñez** (Chili), présidente du Groupe bicaméral sur la transparence



Étapes principales pour élaborer un plan d'action pour un parlement ouvert



#1

Bâtir une volonté politique et promouvoir un changement dans la culture organisationnelle



#2

Déterminer le processus de parlement ouvert adapté à son parlement



#3

Créer ou identifier un organisme parlementaire pour diriger le Plan d'action pour un parlement ouvert



#4

Choisir un point de coordination du parlement pour toutes les questions de parlement ouvert



#8

Adopter et mettre en œuvre le Plan d'action pour un parlement ouvert



#7

Co-crée le Plan d'action pour un parlement ouvert



#6

Élaborer le processus de co-création avec la société civile



#5

Identifier un processus pour déterminer la participation de la société civile



#9

Suivre la progression et évaluer la réussite



#10

Répéter le cycle en commençant à l'étape 6

Session 1 : Élaborer des plans d'action pour un parlement ouvert

La première session a donné un aperçu du processus de création d'un Plan d'action pour un parlement ouvert, en tenant compte des rôles et de l'importance de la collaboration entre les parlementaires, les fonctionnaires parlementaires et les représentantes et représentants de la société civile, comme indiqué dans le document de travail de la réunion. Elle a été animée par **Francisco Sánchez**, conseiller en systèmes anti-corruption et d'intégrité du PNUD Chili, et a inclus un travail en tables rondes abordant chaque étape de création d'un Plan d'action pour un parlement ouvert, pour identifier de bonnes pratiques, des défis et des solutions à appliquer à toutes ces étapes.

Les parlementaires, les fonctionnaires parlementaires et les représentantes et représentants de la société civile ont échangé des idées et partagé leurs expériences en participant au dialogue de leur table. Le groupe a parlé de stratégies, d'actions et d'acteurs pour chaque phase du cycle du Plan d'action pour un parlement ouvert, tout en étant guidés par une modératrice ou un modérateur. Dans une session de compte rendu suivant ces discussions, le député **Wagner Jiménez** (Costa Rica) a déclaré qu'il est essentiel d'impliquer un plus large éventail d'organisations de la société civile dans ces processus afin d'inclure les contributions d'organisations sociales, d'universitaires et des médias dans les processus de co-création ainsi que dans la mise en œuvre du plan d'action. D'autre part, **Ángel Ramírez**, directeur exécutif de GuateCambia, a souligné l'importance de créer ou de désigner un organisme parlementaire pour institutionnaliser ces plans et assurer leur pérennité, ainsi que de définir des règles claires dans les processus de co-création, permettant une participation inclusive et équilibrée de tous les acteurs pertinents. Enfin, **Marcela Rodríguez**, conseillère au sein du Sénat colombien, a insisté sur la nécessité de décentraliser les processus de co-création pour que les citoyennes et les citoyens d'autres régions puissent participer et contribuer. Toutes les contributions faites lors de ces discussions seront incluses dans le Guide pour l'élaboration de plans d'action pour un parlement ouvert.



Session 2 : Au-delà des plans d'action pour un parlement ouvert : actions de transformation et expansion des réformes pour un parlement ouvert à d'autres domaines

Cette session a abordé l'application des principes du parlement ouvert dans d'autres domaines, pour explorer comment ces initiatives peuvent aider à démontrer l'impact des réformes pour un parlement ouvert. Elle a été modérée par **Paulina Núñez** (Chili), présidente du Groupe bicaméral sur la transparence. Parmi les intervenants figurait **Norman Quijano** (Le Salvador), président de l'Assemblée législative ([présentation](#) en espagnol), qui a présenté les nouvelles mesures prises par l'Assemblée législative du Salvador pendant l'évaluation des candidates et candidats à la Cour suprême de justice. **María Inés Solís** (Costa Rica), vice-présidente de l'Assemblée législative et membre du Conseil de ParlAmericas ([présentation](#) en espagnol), a parlé des deux précédents plans d'action pour un parlement ouvert de l'Assemblée législative, des engagements

pour un parlement ouvert compris dans son Plan d'action national pour un gouvernement ouvert, et de la Convention pour un État ouvert adoptée par toutes les branches du gouvernement du pays. **Paulo Henrique Araújo** (Brésil), directeur de LabHacker, Chambre des députés ([présentation](#) en espagnol), a abordé les efforts entrepris par la Chambre des députés du Brésil pour répandre la culture du parlement ouvert dans les législatures locales. **Mercedes de Los Santos**, coordinatrice de la participation aux institutions gouvernementales, Fundación Directorio Legislativo ([présentation](#) en espagnol), a parlé du processus entrepris par le Congrès argentin pour assurer un débat approfondi, juste et équilibré sur la réforme sur l'avortement en Argentine.

« La Convention-cadre pour promouvoir un État ouvert a été signée en mars 2017 par les pouvoirs de la République (Costa Rica). L'idée de cette convention est que tous pouvoirs de la République puissent aller dans la même direction. Nous pensons qu'il est inutile d'avoir des politiques pour l'ouverture du parlement ou du pouvoir judiciaire si le reste du Gouvernement n'adopte pas la même politique de rendre transparent tout son travail. »

María Inés Solís Quiros
(Costa Rica), vice-présidente
de l'Assemblée législative et
membre du Conseil de
ParlAmericas



Session 3 : Obtenir des ressources pour renforcer les parlements ouverts

Cette session a exploré les opportunités de collaboration parmi les acteurs impliqués dans des Plans d'action pour un parlement ouvert pour maximiser leurs impacts. Elle a été animée par **Margarita Stolbizer** (Argentine), ancienne membre de la Chambre des députés et présidente de l'Asociación Civil Bajo la Lupa, qui a invité les participantes et participants à travailler avec leurs pairs pour identifier leurs forces et les domaines dans lesquels d'autres acteurs pourraient les aider, afin d'explorer des stratégies pour une collaboration plus efficace.

Pour débiter cette session, elle a invité les parlementaires, les représentantes et représentants de la société civile et les greffiers parlementaires à se réunir avec leurs pairs et à identifier les forces et les ressources qu'ils apportent au processus, ainsi que les domaines dans lesquels les deux autres acteurs jouent un rôle essentiel. **Un représentant de chaque groupe d'acteurs a présenté les résultats de chaque discussion.**

REPRÉSENTANTES ET REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Au nom des représentantes et représentants de la société civile, **María Fernanda Avendaño**, directrice exécutive d'ACESSA a souligné leurs connaissances techniques, leur légitimité et leur flexibilité pour créer des réseaux avec d'autres secteurs de la société comme des forces qui peuvent piloter des plans d'action et mobiliser davantage de citoyens dans ces processus. Elle a observé que les organisations de la société civile perdurent au cours des cycles électoraux, ce qui peut favoriser la durabilité des plans d'action. Elle a également mis l'accent sur l'importance d'impliquer des journalistes spécialisés dans le travail législatif dans les processus des plans d'action pour renforcer les efforts de communication.

GREFFIERS PARLEMENTAIRES

Par ailleurs, **Leny Palma**, directrice du Bureau de participation citoyenne du Congrès du Pérou a affirmé que, même si l'administration parlementaire a accès aux ressources humaines, aux infrastructures et à la capacité technique d'exécuter ces plans, il serait utile de créer des équipes multidisciplinaires compétentes pour communiquer sur ces efforts dans un langage simple et inclusif. Dans cette optique, elle a souligné que le personnel impliqué dans ces plans devrait être permanent plutôt que des nominations partisans, afin d'assurer la pérennité du processus. Elle a également mis l'accent sur l'importance d'impliquer les plus hautes autorités législatives et administratives du parlement, ainsi que les chefs des différents départements administratifs. Elle a conclu en précisant que ces plans requièrent des ressources humaines et financières qui sont essentielles à leur bonne exécution.

PARLEMENTAIRES

Enfin, le député **Javier Macaya** (Chili), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, a souligné que les parlements représentés à cette réunion ont entrepris de grands efforts, et continuent de le faire, pour faire avancer cette cause dans l'adoption de législation, le développement de plateformes technologiques et la création d'organismes parlementaires pour promouvoir des parlements plus ouverts. Il a ajouté que, bien que les parlementaires aient un accès total aux médias, cela représente aussi un risque, et qu'il est nécessaire d'identifier des porte-parole experts en communication pour partager des informations sur ce sujet.

Session 4 : Mise en œuvre, suivi et évaluation des Plans d'action pour un parlement ouvert

Cette session a abordé la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des Plans d'action pour un parlement ouvert. Elle a été animée par **Luis Rojas** (Chili), secrétaire général adjoint de la Chambre des députés, et **María Liz Sosa** (Paraguay), directrice générale du renforcement législatif du Sénat, qui ont présenté les expériences de leurs parlements respectifs. Ils ont aussi animé des sessions de travail en table ronde, où les participantes et participants ont identifié les principaux défis qu'ils ont connus ou pensent rencontrer dans la mise en œuvre d'initiatives pour un parlement ouvert, ainsi que des solutions possibles.



Session 5 : Promouvoir la participation et l'inclusion de groupes traditionnellement marginalisés dans les Plans d'action pour un parlement ouvert

Cette dernière session était axée sur la façon dont la participation et l'inclusion des groupes traditionnellement marginalisés, comme les femmes et les peuples autochtones, peuvent être intégrés dans les Plans d'action pour un parlement ouvert. Elle a été animée par la membre du Congrès **Alejandra Aramayo** (Pérou), qui a accueilli la députée chilienne **Natalia Castillo** ([présentation](#) en espagnol) pour présenter la nouvelle politique sur le harcèlement sexuel de la Chambre, et **César Solórzano** (Équateur), membre de l'Assemblée nationale ([présentation](#) en espagnol), qui a parlé d'initiatives adoptées par l'Assemblée pour permettre aux peuples autochtones de participer au processus législatif. Suite à ces présentations, les participantes et participants ont parlé d'idées supplémentaires d'engagements promouvant l'égalité des genres ou l'inclusion, et pouvant être inclus dans des plans d'action, ainsi que de façons de mesurer l'impact des engagements actuels sur les femmes et les groupes marginalisés.



Conclusions

Cette rencontre s'est achevée avec le discours de la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, et de **Luis Rojas** (Chili), secrétaire général adjoint de la Chambre des députés, qui ont remercié les participantes et participants pour leurs contributions tout au long des deux jours. Ils leur ont également rappelé que ces dernières seront intégrées dans une mise à jour du document de travail du Guide pour l'élaboration de plans d'action pour un parlement ouvert. Une version électronique de ce document mis à jour sera envoyée dans les prochains mois pour obtenir d'autres commentaires.



Cette rencontre a été possible grâce au soutien généreux du Congrès du Chili et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.



POINTS D'ACTION

Pendant la discussion qui a eu lieu lors des réunions de co-création, les **points d'action suivants ont été mis en exergue** :

1. Encourager la participation de représentantes et représentants d'organisations de la société civile, ainsi que de citoyennes et citoyens sans aucune affiliation, dans les processus de co-création de plans d'action pour un parlement ouvert.
2. Établir des canaux de communication pour diffuser des informations sur les Plans d'action pour un parlement ouvert, en employant un langage clair et inclusif.
3. Favoriser et renforcer la collaboration entre les organisations de la société civile et les fonctionnaires parlementaires dans la région.
4. Impliquer les médias dans le processus du plan d'action pour un parlement ouvert, en particulier les journalistes spécialisés dans les questions parlementaires.
5. Favoriser une collaboration entre les parlementaires, les fonctionnaires parlementaires et les organisations de la société civile pour identifier des normes d'ouverture législative et s'assurer que ces mesures répondent aux besoins de la population.
6. Promouvoir la création d'un organe institutionnel au sein du parlement, permettant la participation des parlementaires, des fonctionnaires parlementaires et des représentantes et représentants de la société civile pour agir dans la co-création, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'un Plan d'action pour un parlement ouvert.



Retrouvez ParlAmericas sur [iTunes](#) et [Google Play](#) pour écouter les sessions de nos rencontres

PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de **35 ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

710—150 rue Wellington, Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada

Téléphone: +1 (613) 594-5222 | Télécopieur: +1 (613) 594-4766

www.parlAmericas.org | info@parlAmericas.org

